

*Questions orales*

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor):** Monsieur le Président, le gouvernement défend non seulement la souveraineté de notre pays, mais également celle du Nord du Canada, au grand dépit du député.

Le fait est qu'il s'agit d'une région qui fait l'objet d'un litige. Je crois savoir que les États-Unis ont décidé qu'aucune activité de forage ne serait entreprise, contrairement à ce qu'affirme le député, tant que ce litige n'aura pas été réglé. Leur position reste inchangée.

\* \* \*

[Français]

### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### ON DEMANDE DE COUPER LES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC L'AFRIQUE DU SUD

**L'hon. André Ouellet (Papineau):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Est-ce que le premier ministre est d'accord avec moi sur le fait qu'il n'y a pas de pays où l'on bafoue les droits de la personne de façon plus flagrante que l'Afrique du Sud? Encore en fin de semaine, l'archevêque Desmond Tutu et d'autres leaders religieux ont été temporairement détenus par les autorités gouvernementales. Le premier ministre, il y a quelque temps, avait déclaré que si nécessaire, il n'hésiterait pas à couper les liens diplomatiques avec ce pays. Est-ce qu'il ne pense pas qu'à la lumière des circonstances récentes le temps est venu de poser ce geste?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Effectivement, monsieur le Président, nous déplorons vivement cette détérioration de la situation déjà inacceptable en Afrique du Sud. Et les gestes posés à l'encontre des dirigeants religieux durant le week-end ont été particulièrement répréhensibles. Le gouvernement canadien, par le biais du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, a déjà fait savoir notre indignation profonde en ce qui concerne ce développement. L'ambassadeur de l'Afrique du Sud a été convoqué au ministère des Affaires extérieures pour une rencontre dans les prochaines heures, et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures aura sans aucun doute de nouvelles déclarations à faire à son retour à la Chambre des communes. Mais je partage entièrement la position de mon ami en déplorant au nom de tous les députés une situation de plus en plus inacceptable et invivable pour tous ceux qui croient à la démocratie en ce qui concerne la situation en Afrique du Sud.

[Traduction]

#### L'INTERDICTION DÉCRÉTÉE PAR LE GOUVERNEMENT SUD-AFRICAÏN CONTRE LES ACTIVITÉS DE GROUPES D'OPPOSITION

**L'hon. André Ouellet (Papineau):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Ce dernier se rend-il compte que le gouvernement sud-africain, en interdisant les activités politiques de 18 groupes d'opposition, a littéralement déclaré la guerre à la paix, à la justice et aux

droits de l'homme? Jusqu'où la situation doit-elle se détériorer avant que le gouvernement canadien ne prenne les mesures qui s'imposent?

En réponse à ma première question, le premier ministre a déclaré qu'il demandait à voir l'ambassadeur de l'Afrique du Sud et qu'il attendrait que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures fasse une déclaration. Le premier ministre n'en est-il pas chargé, et ne devrait-il pas faire cette déclaration à la Chambre sans plus attendre?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, peu de gens, je pense, accuseraient le gouvernement du Canada de ne pas avoir joué un rôle de chef de file en ce qui concerne la situation répréhensible qui existe en Afrique du Sud. En fait, s'il y a un élément dramatique dans les événements actuels, c'est que tous les Canadiens regrettent que les mesures prises par le gouvernement à la Chambre ne l'aient pas été il y a des années pour marquer de façon plus spectaculaire et évidente ce rôle de chef de file.

J'ai déclaré que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qui a contribué à jouer ce rôle de chef de file, est malheureusement absent pour la journée. Il a donné des instructions pour que l'ambassadeur sud-africain soit convoqué, afin que le gouvernement du Canada puisse lui communiquer directement le profond regret, le profond mécontentement et la profonde consternation de tous les Canadiens devant la détérioration progressive d'une situation déjà explosive.

Nous la suivons de près, heure après heure. Nous n'avons exclu aucune possibilité. Nous agissons dans l'intérêt de nos alliés et des Sud-Africains, au moment le plus opportun.

#### ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE ROMPRE TOUTES RELATIONS ÉCONOMIQUES AVEC L'AFRIQUE DU SUD

**M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Le premier ministre sera sûrement forcé de reconnaître que les incidents qui se déroulent depuis quelques jours en Afrique du Sud constituent une répétition de ce qui s'est passé avant la montée du nazisme en Allemagne.

Alors que les néo-nazis manifestent dans la rue avec la sympathie du gouvernement, que les ecclésiastiques sont arrêtés, que chaque organisation noire de quelque importance se voit interdire toute activité politique, ici on parle de «remords», de «regret», et de «mécontentement».

N'est-il pas temps que le premier ministre applique l'engagement qu'il a donné aux Nations Unies, celui de rompre toutes relations économiques avec l'Afrique du Sud s'il n'y a pas de progrès dans la levée de l'apartheid?

Le secrétaire d'État a déclaré qu'il a dans la poche une nouvelle liste de sanctions à appliquer. Est-ce que le gouvernement ne va pas les imposer tout de suite? Est-ce qu'il ne va pas rappeler notre ambassadeur en Afrique du Sud pour examiner avec lui le sort à réserver à notre ambassade à Pretoria?